

Solidaires

ET INTERNATIONALISTES!



Activités internationales de l'Union syndicale Solidaires : les actualités mensuelles

#128 – Janvier 2025

Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes tiendra durant cette année 2025 sa sixième rencontre plénière internationale. Après Saint-Denis en 2013, Campinas (Sao Paulo) en 2015, El Escorial (Madrid) en 2018, Dijon en 2021, São José dos Campos (Sao Paulo) en 2023, ce sera cette fois en Italie, à Chianciano Terme (Sienne/Toscane), du 13 au 16 novembre. Chaque organisation de l'Union syndicale Solidaires peut, d'ores et déjà, envisager sa participation, dans le cadre de notre future délégation. Il s'agira aussi de prévoir nos contributions aux débats de ces journées.

Le Réseau s'est doté de nouveaux outils pour sa communication par mails. Une liste réservée aux organisations membres du Réseau a été mise en place. Une autre liste, bien plus large, servira aux envois de la lettre d'information du Réseau. [Le site du Réseau](#) est toujours mis à jour très régulièrement.



Géorgie Des fonctionnaires ont [créé un syndicat indépendant](#). Les objectifs affichés sont ceux de nombre de syndicats dans le monde : « protéger les droits du travail, socio-économiques, civils et politiques et les intérêts juridiques des fonctionnaires ; améliorer et promouvoir les conditions de travail, les salaires et la sécurité sociale des fonctionnaires. » Mais quelques éléments éclairent sur les réalités du pays : « L'organisation, dès sa fondation, mettra à l'ordre du jour la question de l'acte répressif qui vise à légaliser le nettoyage politique dans les services publics. »



Peoples' Platform Cette [plate-forme créée à l'initiative de l'Académie de la Modernité Démocratique kurde](#), se veut « plus qu'un simple échange d'expériences ». Elle entend « contribuer à unir nos forces, à coordonner nos luttes et à créer une vision commune du monde que nous construirons ensemble. » L'Union syndicale Solidaires sera présente à la prochaine réunion, à Vienne, du 14 au 16 février.

Kurdistan, « vérité et justice »

Le 9 janvier 2013, un attentat frappait les Kurdes en plein cœur de Paris. Il a coûté la vie à trois militantes kurdes : Sakine Cansiz, une figure historique du mouvement kurde, Fidan Dogan, responsable du Centre d'information du Kurdistan (CIK), où a eu lieu l'attentat, et Leyla Saylemez, une militante du mouvement de jeunesse kurde en Europe.

Presque 10 ans après, toujours à Paris, le 23 décembre 2022, trois autres militant-es kurdes perdaient la vie dans un deuxième attentat. Parmi les victimes, figurait encore une femme : Evîn Goyî (Emine Kara), responsable du mouvement des femmes kurdes en France, qui avait auparavant combattu Daesh au Rojava. Les deux autres victimes de cet attentat, qui a visé le siège du Conseil démocratique kurde en France (CDK-F), sont Mîr Perwer, un jeune chanteur kurde réfugié depuis peu en France, et Abdurrahman Kizil, un sexagénaire qui fréquentait régulièrement l'association.

[...] 12 ans après le triple féminicide de 2013, le sentiment d'impunité règne plus que jamais. En refusant de lever le secret-défense, la France commet un déni de justice et entretient l'impunité d'un crime politique et terroriste, une impunité qui a encouragé les commanditaires à passer à l'acte une seconde fois. [...] Nous appelons à rejoindre la Grande Marche « Vérité et Justice », samedi 11 janvier, à partir de 10h, au départ de la Gare du Nord, à Paris.



Palestine

[...]En refusant de reconnaître le droit à un Etat pour le peuple palestinien et en accentuant la colonisation de territoires illégalement occupés, en construisant un mur au-delà de la ligne verte reconnue internationalement, avec pour effet d'annexer de nouveaux territoires appartenant à la Palestine, en maintenant les entraves qui limitent gravement le droit de circulation des Palestiniens, en refusant de reconnaître le droit au retour des réfugiés palestiniens, en discriminant gravement les droits démocratiques des citoyens palestiniens d'Israël, en interdisant tout développement économique, en se rendant coupable à Gaza de crimes de guerre contre toute une population civile, déjà assiégée, appauvrie, et affamée depuis des mois par un blocus illégal, Israël s'enfoncé toujours plus avant dans le déni de tous droits au peuple palestinien, en toute impunité.

C'est pourquoi le Collectif National pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, comme de nombreuses organisations à travers le monde, soutient la demande de la société civile et politique palestinienne pour que des sanctions soient appliquées à Israël, dans le cadre de l'initiative non-violente Boycott, Désinvestissement, Sanctions, jusqu'à ce qu'il respecte le droit international et les principes universels des droits de l'Homme. [...]

- Boycott des produits israéliens car ils ne respectent pas les normes de traçabilité permettant de distinguer les produits en provenance des colonies illégales d'Israël dans les territoires palestiniens occupés
- Désinvestissements des entreprises étrangères tirant profit de l'occupation et de la colonisation
- Sanctions contre Israël, et en particulier suspension des accords d'association UE/Israël tant que les droits de l'Homme sont bafoués, arrêt de la coopération militaire France/Israël, embargo sur les ventes d'armes à Israël. [...]



Bangladesh

Lors du *Black Friday*, les travailleurs et travailleuses des secteurs de l'habillement (confection et magasins) ont organisé des manifestations contre Amazon, exigeant de meilleurs salaires et conditions de travail. L'action était coordonnée par la *National Garment Workers Federation* (NGWF), membre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, et la *National Shop Employee Federation's* (NSEF).



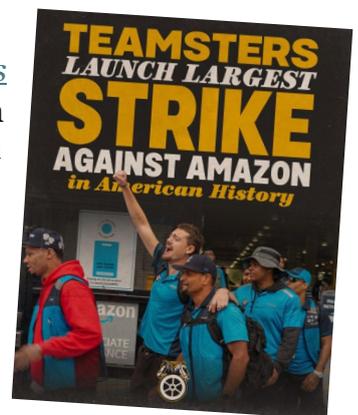
Turquie

Le 19 décembre, l'armée turque a assassiné les journalistes Cihan Bilgin et Nazım Daştan. Elle et il couvraient les combats aux alentours du barrage de Tishrin entre la soi-disant Armée nationale syrienne, composée de groupes armés au service de la Turquie, et les Forces démocratiques syriennes qui défendent l'administration autonome démocratique du nord et de l'est de la Syrie (Rojava). Un drone turc a délibérément fait feu sur le véhicule transportant les journalistes. Le chauffeur des deux journalistes a été lui gravement blessé. Cela constitue un crime de guerre, commis par une armée de l'OTAN. En août 2024, la Turquie avait assassiné de la même manière les journalistes Hêro Bahadîn et Gülistan Tara au Kurdistan sud (en Irak).

Cette attaque délibérée a visé la presse indépendante kurde qui rapporte depuis le terrain les exactions commises par les groupes armés au service du régime d'Erdogan. Depuis, elle a été condamnée avec une vive émotion par de nombreuses structures professionnelles et syndicats de journalistes en Turquie. Le régime turc doit être tenu responsable pour la mort de ces deux journalistes. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes a dénoncé l'ingérence turque en Syrie et les crimes de guerre commis par l'armée turque ou ses supplétifs syriens contre les zones sous contrôle de l'administration autonome (Rojava) et leurs habitants.

Etats-Unis

Organisé.es et soutenu.es par [le syndicat des Teamsters](#), les travailleurs et travailleuses de nombreux centres Amazon des Etats-Unis se sont mis en grève à l'approche des fêtes de fin d'année : à New-York, à Atlanta, en Californie du Sud, à San Francisco, dans l'Illinois, à San Bernadino ; sans compter les piquets tenus devant des centaines d'installation Amazon à travers le pays. Bien qu'Amazon pèse 2 000 milliards de dollars, le personnel est contraint de travailler pour des salaires de misère dans des conditions de travail dangereuses.



Chiapas

Depuis plusieurs mois, les zapatistes nous envoient des textes en castillan qu'une équipe de traductrices et traducteurs s'empresse de traduire au fur et à mesure. Ces écrits traitent des actualités locales, nationales et internationales. La politique internationale est très présente et dernièrement encore plus, avec le drame de Gaza et la guerre en Ukraine, avec le langage spécifiquement zapatiste, très imagé et poétique. Les femmes zapatistes y ont aussi une grande place et l'on peut admirer la richesse de leurs idées et de leur langage.

Ces textes nous racontent la vie dans les communautés zapatistes : les attaques incessantes de l'armée et des milices, des paysans manipulés par le gouvernement, les conflits entre le gouvernement et les peuples originaires dans tout le pays, les cartels de la drogue que le gouvernement a laissé s'installer au Chiapas, les nombreux prisonniers politiques, etc. Depuis quelques années, certaines communautés ont commencé à œuvrer avec des non-zapatistes, leur laissant de la terre temporairement et les admettant dans leurs cliniques. Dernièrement, ils insistent sur la nécessité de créer des blocs opératoires dans leurs communautés zapatistes et pour cela ils ont besoin de l'aide internationale. Ainsi ils pourront opérer sur place, zapatistes et non zapatistes. Voici le [lien pour les dons](#) pour la construction de ces blocs opératoires.

Serbie

La Serbie connaît une lutte massive d'étudiant.es. Le niveau d'auto-organisation du mouvement n'a pas échappé au syndicat étudiant ukrainien Priama Diia :

« [...] Les manifestations ont été déclenchées par une tragédie survenue à la gare de Novi Sad le 1^{er} novembre, lorsqu'une partie du hangar en béton s'est effondrée, tuant 15 personnes. Le président Aleksandar Vucic a appelé à "punir sévèrement" les responsables de la tragédie, mais rien n'a été fait. Les étudiant.es accusent les dirigeants corrompus, par l'intermédiaire desquels des parents de fonctionnaires ont passé des commandes de construction. Ils et elles demandent également que Vucic lui-même soit tenu pour responsable.



[...] Dans leur lettre aux étudiants internationaux, les étudiants serbes soulignent que l'opposition a maintenant montré son impuissance avec ses approches, ce qui les a forcés à prendre les choses en main. Ils ont suspendu leurs études, dissous tous les organes représentatifs des étudiants, organisé des plénums, présenté et approuvé des demandes, créé des groupes de travail et commencé à exercer des pressions. Ils ont réussi à occuper les locaux des facultés et à les transformer en lieux de vie quotidienne. Les étudiant.es ont pu aménager des cuisines, des dortoirs, des pharmacies, des ateliers, des cinémas et des salles de classe pour l'auto-apprentissage. En l'espace de trois semaines, la quasi-totalité des bâtiments universitaires de Serbie sont devenus des centres d'auto-organisation politique fonctionnant 24 heures sur 24. Chaque jour, d'autres groupes sociaux rejoignent la lutte des étudiants. »

Le texte complet figure sur [le site du Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#).

Equateur

Des paysannes et paysans défendent une zone humide menacée par un projet de bananeraie. Ce pays est le premier exportateur de bananes dans le monde, mais les plantations continuent de s'étendre. Depuis deux ans, un projet de bananeraie commence à détruire une zone humide, et prive ses habitant.es de leurs moyens de subsistance. #SalvemosLasGarzas ! Signons [la pétition d'ActionAid pour des peuples solidaires](#).

El Salvador

Entre 2019 et 2024, plus de 50 syndicats ont été dissous, démantelés ou affaiblis en raison des politiques gouvernementales visant des réductions budgétaires et des ajustements fiscaux régressifs en collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI). Cette offensive contre la classe ouvrière salvadorienne a conduit au licenciement de plus de 450 dirigeants syndicaux en 2024, s'ajoutant

Prochains rendez-vous internationalistes

- 11 janvier : marche « Vérité et justice » (Kurdistan), à Paris.
- 23 janvier : groupe Ukraine de la commission internationale Solidaires.
- 29 janvier : commission internationale Solidaires.
- 14 au 16 février : réunion de Peoples Platform, à Vienne.
- 24 février : initiatives pour les 3 ans de guerre en Ukraine (à Paris, manifestation le 23 février).
- 5 mars : commission internationale Solidaires.
- 29 et 30 mars : salon anticolonial et antiraciste, à Montreuil.
- 4 avril : commission internationale Solidaires.
- 4 au 6 avril : réunion internationale Amazon, à Leipzig.
- 7 avril : journée internationale de luttes pour le droit à la santé.
- 2 et 3 juin : Congrès Euskal Langileen Alkartasuna.
- En juin : formation syndicale sur le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.
- 13 au 16 novembre : 6ème rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

aux plus de 3000 employé.es du secteur public licencié.es ces dernières années. Les secteurs tels que la santé, l'éducation et la sécurité, ont subi de graves coupes budgétaires qui aggravent non seulement les conditions de travail, mais mettent également en péril l'accès de la population aux services essentiels. Les responsables syndicaux et les défenseurs des droits du travail, sociaux et environnementaux sont confronté.es à des intimidations et des détentions arbitraires.

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes se tient aux côtés de l'Union Nationale pour la Défense de la Classe Ouvrière (UNT) dans [son appel à construire une large unité entre les mouvements sociaux et les syndicats en résistance](#).